

Le 13/12/2015

Le Numérique révolutionne toutes les activités humaines. L'éruption des réseaux « pair à pair » à très haut-débit¹ conjugué avec des puissances de calcul² et des capacités de stockage³ en très forte croissance permanente, marque le prolongement quantitative et qualitative de la révolution informationnelle des années 70/80 caractérisée par le « transfert de certaines opérations du cerveau humain vers les machines ».

Cette rupture se caractérise par, entre autres les technologies suivantes qui sont déjà dans notre quotidien ou en passe de l'être :

- **Les plateformes numériques sur internet, c'est-à-dire un algorithme et des centres de stockage de données, permettant l'échange mondial de biens et de services à partir de l'exploitation de grands volumes d'informations.** Cela concerne toutes les activités humaines : transports, santé, crédit-finance, immobilier, tourisme, culture, relations amoureuses, enseignement supérieur à les MOOC⁴, savoir avec Wikipédia,.. Nombre de plateformes sont des entreprises de courtage mondialisé du travail comme Uber, « Amazon Mechanical Turk », ou « foule factory » qui accaparent toute la valeur créée, privatisent les communs numériques, détruisent le salariat au profit du contractant « entrepreneur de lui-même », et organisent l'exploitation par des systèmes de notation qui affectent aussi bien le travailleur que le consommateur. Face à ces prédateurs du numérique, la résistance s'organise autour de plateformes coopératives et de la lutte des travailleurs-contractants des plateformes pour leurs droits.
- **Le Big-Data : 98% des informations produites par l'Humanité sont aujourd'hui numérisées.** Le traitement massif des données du Big-data et les modèles analytiques et prédictifs qui en découlent, touchent tous les secteurs : recherche médicale, climatologie, juridique, sécurité, urbanisme, économie, transport, traitement des déchets et des pannes, marketing, politique, finance, énergie, presse, linguistique,... Il est basé sur la recherche et l'exploitation des corrélations plutôt que sur les liens de causes à effets. L'automatisation induite par le Big-data peut être fortement destructrice d'emploi, qualifié ou pas, dans tous les domaines. Les données qui sont majoritairement produites « gratuitement » par les usagers du numérique, seront la matière première stratégique du XXI^e siècle.
- **Les objets connectés, capteurs, drones et robots, alimentent en permanence en données le big-data** et sont en train de révolutionner des secteurs comme les transports (véhicules sans conducteur), la manutention (automatisation partielle ou totale), les déchets, le textile (vêtement intelligent), le mobilier urbain, la domotique, l'énergie.... **En 2020, nous interagissons en permanence avec 30 milliards d'objet connectés. Ils seront eux aussi de potentiels destructeurs et transformateurs de nombreux emplois et métiers.**
- **La Blockchain** est un protocole de données, « open source », infalsifiable, distribuées et décentralisée fondé sur une architecture réseau « pair à pair » où l'ensemble de l'information est disponible en chaque de nœud du réseau. **Concrètement la technologie des blockchains remet en cause le monopole des Etats sur la monnaie et les moyens de paiement, des banques sur les transactions financières et des notaires sur les transactions immobilières. Le Bitcoin (une des crypto-monnaie d'Internet) est basé sur technologie des Blockchains. La Blockchain peut potentiellement remplacer tous les « tiers de confiance » centralisés (banques, notaires,**

¹ Le débit des réseaux double tous les 9 mois (loi de Butter)

² La puissance de traitement des microprocesseurs double tous les 18 mois (Loi de Moore). Google et la Nasa sont actuellement en train de tester un prototype de calculateur quantique dont le fonctionnement suit les principes de la physique quantique. Il serait 100.000 millions de fois plus rapide que les ordinateurs classiques.

³ La capacité de stockage double chaque année (Loi de Kryder)

⁴ *massive open online course*, cours en ligne ouvert et massif

cadastres, état-civil, et beaucoup de fonctions régaliennes de l'Etat) par son réseau décentralisé de confiance « pair à pair ». C'est une technologie révolutionnaire tueuse d'institutions centralisées et des emplois liés à ces institutions.

- **L'humain augmenté avec toute une série de dispositif « améliorant » les capacités physiques de notre corps** : implants nous donnant en permanence des informations sur notre santé, exosquelettes, prothèses et organes artificiels et « intelligents », lunettes de vision augmentée... Ceci peut être un facteur de formidable d'amélioration de la qualité de vie de tous mais peut conduire à des dérives transhumanistes, à des problèmes liés aux assurances, aux crédits bancaires, aux ressources humaines et à d'importantes inégalités dans l'accès à ces technologies de corps augmenté, d'où la nécessité d'imposer le modèle de l'open source.
- **La fabrication numérique avec l'impression 3D (fabrication additive) et les machines auto-répliquatives est en train de bouleverser les domaines de la production industrielle et du BTP** avec les imprimantes géantes permettant de construire des bâtiments en des temps records et avec formes inédites. La 3D permet de distribuer et de décentraliser la production.
- **Les réseaux sociaux** par leur fonctionnement horizontal et viral transforment le rapport à l'action organisée, aux institutions et à la politique. Ils sont devenus, pour le pire comme le meilleur, la première source d'information et le principal lieu de débat des moins de trente ans. Avec les réseaux sociaux et les plateformes une véritable économie de la réputation se développe, où tout le monde note tout le monde, et tout le monde surveille tout le monde

I) La révolution numérique entre bien commun et Uber capitalisme

Dans le cadre des rapports économiques et sociaux actuels, la révolution numérique, avec l'automatisation liée au big-data, la généralisation de la robotique et des objets connectés, la blockchain dans le secteur bancaire et financier, **va engendrer une destruction massive d'emplois et de métiers qualifiés et qui sera loin d'être compensée par la création de nouveaux emplois et métiers hautement qualifiés**. Paradoxalement les emplois les moins qualifiés seront relativement épargnés, en particulier ceux concernant les « emplois à la personne ».

La révolution numérique tend à transférer sur les machines tous le travail codifiable ou mécanisable, ne laissant aux être humains que ce qui relève de la créativité propre à notre espèce. La quasi-totalité des études converge vers l'annonce d'une destruction de près de 50% des emplois marchands d'ici vingt ans dans les pays industrialisés. Sous pression de la multiplication des plateformes, cette destruction d'emploi ira de pair avec une forte diminution du nombre de travailleurs sous statut salarial et d'une exploitation du travail gratuit des usagers du numérique⁵.

Cependant, il ne faut pas commettre de contre sens, il s'agit d'un mouvement qui affecte et affectera l'emploi salarié marchand et non d'une disparition du travail. Dans le même mouvement, les plateformes numériques et les réseaux sociaux, remettent en cause la raison sociale et la légitimité des corps intermédiaires. **Les systèmes de notation réciproque des usagers comme des prestataires créent une dictature de la réputation qui permet de se passer d'une bonne part des fonctions d'encadrement et de surveillance traditionnelles**.

La fin d'un monde

On va vers une destruction de la « classe moyenne », des fonctions médiation et des corps intermédiaires, au profit d'une prolétarianisation de masse, ce processus est déjà à l'œuvre au cœur de la Silicon Valley. Cette extinction programmée des corps intermédiaires débouche sur remise en cause de l'utilité

⁵ Par exemple, tous les jours nous travaillons gratuitement pour Google en utilisant son moteur de recherche, car c'est nos requêtes qui lui permettent d'optimiser son algorithme et lui apportent les ressources publicitaires qui font sa fortune.

même de la politique, de la démocratie représentative⁶, de l'expertise scientifique⁷, de l'état social au profit de l'idéologie libertarienne du solutionnisme technologique⁸.

Le travail en réseau permet à la fois de mettre en œuvre de manière inédite la coopération de millions d'intelligences humaines sur un même projet et de développer une concurrence sauvage presque complètement dérégulée. **Avec le numérique, le vieux capitalisme industriel traditionnel basé sur le modèle du bien privatif, de la propriété privée, est en train d'agoniser face à un capitalisme de la vente du droit d'usage⁹.**

Si la coopération et le libre partage des savoirs et des savoir-faires est le carburant de la révolution numérique, contradictoirement le capitalisme se nourrit de l'exploitation et du pillage des fruits de cette révolution, du bien commun numérique, et tire ses profits de leur privatisation.

Ainsi la révolution numérique, pose frontalement la question du dépassement de salariat, de la fin de la propriété privée y compris et surtout en termes de propriété intellectuelle, et d'une démocratie complètement renouvelée.

Le potentiel émancipateur de la Révolution numérique

La Révolution numérique offre, à tout humain ayant une connexion internet, la possibilité de participer à la résolution d'un problème petit ou grand, à la constitution de « bien commun » de la connaissance. Ainsi si les problèmes sont mondiaux, leur résolution de devient planétaire.

L'on passe d'une logique de la centralisation à une logique de coordination mutuelle. La conception, l'innovation et la création sont de plus en plus socialisées tout en permettant une individualisation et une décentralisation de la production de biens et de services. Le numérique et les réseaux fabriquent une économie de contributeurs qui travaillent pair à pair.

Le cadre de la création de valeur n'est alors plus l'apanage des seules entreprises, l'usager du numérique et de ses réseaux, en produisant des données et des interactions, crée de la valeur. Ainsi dans le quotidien la frontière entre consommateur et producteur s'estompe dans un contexte de fortes tensions car l'usager non seulement n'est pas ou est mal rétribué pour son travail¹⁰, mais en plus il doit souvent sous payer les services qu'il contribue à enrichir. Le consommateur-producteur devient un contributeur qui génère du bien commun numérique.

Or comme au 19^e siècle et 20^e siècle où le capitalisme s'est nourri de l'accaparement de la richesse produite par les salariés, le capitalisme du digital avec des plateformes comme Uberpop, Airbnb, Google, Youtube ou Facebook s'empare du **bien commun numérique** en redistribuant au mieux des miettes aux contributeurs. Ces plateformes captent parfois jusqu'à 100% de la valeur d'échange sans rien reverser à ceux qui en créent la richesse. **Une plateforme numérique vide n'a aucune valeur** : l'algorithme du moteur de recherche de Google n'est rien sans les milliards de requêtes de ses utilisateurs.

Uber n'investit pas dans les transports en France, ni Airbnb dans l'Hôtellerie et le bâtiment, Google ne crée pas d'informations et Youtube ne fait pas de production médiatique. **Il s'agit d'un modèle extrêmement parasitaire, celui du « passager clandestin » où l'on profite sans y contribuer d'infrastructures déjà existantes. Uber est basé sur le morcellement du travail, la mise en concurrence sauvage des individus.**

⁶ «Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles » Peter Thiel le fondateur de la plateforme Paypal

⁷ Chris Anderson, éditorialiste néo-libérale du numérique aux Etats-Unis, « le déluge de données rend obsolète la méthode scientifique » in www.wired.com/2008/06/pb-theory/

⁸ Evgeny Morozov, « le mirage numérique, pour une politique du big data »

⁹ C'est tout le combat autour de la mobilité de demain entre Apple, Google et les constructeurs d'automobiles traditionnelles

¹⁰ Cf le « turc mécanique » d'Amazon, <http://www.franceculture.fr/emission-ce-qui-nous-arrive-sur-la-toile-le-turc-mecanique-d-amazon-2014-01-21>

Ce qui implique un combat sur ce qu'on peut légitimement appeler un nouveau terrain de la lutte des classes afin que les usagers-contributeur s'unissent pour créer des coopératives de données opérant avec des logiciels libres par opposition aux actuelles plateformes capitalistiques et propriétaires. D'où la nécessité de coopératives de données, où les contributeurs seraient propriétaires ou copropriétaires de leurs données et du revenu qu'elles peuvent générer. A Séoul, la municipalité de gauche a interdit Uber, non pas pour sanctifier un monopole des taxis, mais pour le remplacer par une coopérative municipale numérique gérant les déplacements individuels urbains.

II) La Révolution des tiers lieux : Espace de co-working, Fablabs, Hackers spaces, Makerspaces

C'est au cœur de ces contradictions entre la révolution numérique et le capitalisme du digital que se développent ces réseaux de drôles d'ateliers coopératifs de fabrications numériques que sont les fablabs¹¹, les hackerspaces¹² et autres makerspaces¹³. **Ni entreprise, ni association, ni service public, ils sont des tiers lieux qui préfigurent peut-être l'une des futures institutions d'une société post capitaliste fondée sur les « communs ».**

Les Fablabs sont nés au MIT¹⁴ au début des années 2000, d'un mariage improbable entre la contre culture les années 60/70, les technologies du numérique, la volonté de faire par soi-même et avec les autres, et de se réapproprier la technologie et les moyens de production. Ce sont des ateliers locaux de fabrication ouverts à tous, connectés par le net entre eux, où l'on peut concevoir, modifier, personnaliser et fabriquer toutes sortes d'objets. Ils mettent à disposition des ordinateurs dotés de logiciels libres de création numérique, reliés à des imprimantes 3D et à des diverses petites machines-outils. Les règles de vie d'un fablab se fondent sur le partage des savoirs et des savoirs-faire, l'apprentissage par les pairs. Les projets développés au sein d'un fablab sont libres d'accès (plans, documentations, codes sources..), chacun peut y apporter sa contribution où réutiliser celles des autres pour de nouveaux projets. Via le net chaque fablab peut participer et contribuer aux projets d'autres fablabs, ainsi plus de 30.000 personnes dispersées à travers le monde ont pu s'investir par exemple dans la conception d'une automobile open source.

Depuis 2010, les créations de fablabs se sont multipliées dans le monde et particulièrement en France. Ils ont échappé à leurs créateurs américains. Dans une démarche « arts et métiers », leurs activités se sont diversifiées de la mini industrie à l'agriculture en passant par le prototypage, la création artistique et l'éducation populaire, en fonction des communautés les portants, des situations et des cultures locales. Car les fablabs sont avant tout des aventures humaines collectives où l'on agit localement et en utilisant une intelligence mondiale mutualisée.

Ils constituent, à des degrés divers dans le contexte de grave crise de crédibilité et de légitimités des forces traditionnelles de transformation sociale une recherche de solutions empiriques et pragmatiques à travers la réappropriation de moyens de production, pour dépasser le système et entrer dans une société post capitaliste fondée sur l'utilité sociale et non la valeur d'échange.

Avec la mise en réseau et la libre publication des projets, ils permettent de créer des « communs mondiaux d'innovation partagée » alors que dans les entreprises privées dominées par la logique du profit à court terme, 90% des innovations finissent au placard.

Ils constituent des tentatives de relocalisations de la production dans le cadre d'une vision circulaire de l'économie et de lutte contre l'obsolescence programmée.

Ainsi la ville de Barcelone multiplie les fablabs par quartiers avec comme objectif d'ici 2050 de relocaliser 50% de la production industrielle et agricole nécessaire aux besoins de ses habitants. Il y a dans ces lieux une véritable recherche d'un nouveau modèle de production à la fois libre, durable, coopératif et solidaire.

¹¹ Fabrication Laboratory

¹² Espace de hackers. Les médias emploient le terme d'Hacker n'importe comment. En fait Hacker de l'anglais hacher, se traduit en français par bibouilleur ou fouineur. Un hacker est une personne qui ne subit pas la technologie, il se l'approprie, en reprend le contrôle afin de la dépasser, de la détourner ou la subvertir.

¹³ Espace pour les artisans bricoleurs de la fabrication numérique

¹⁴ Massachusetts Institute of Technology

Ces lieux sont ludiques, joyeux, festifs, créatif, le travail librement choisi y devient un plaisir et non une souffrance. Simultanément on y crée, on y innove, on y apprend en exploitant ainsi les possibilités et l'efficacité du prototypage rapide à faible coût. On profite de ces lieux ouverts pour faire remonter les besoins des usagers, et les croiser avec les synergies de la grande communauté virtuelle de l'open source hardware que représentent le réseau mondial des fablabs.

Ils réunissent les conditions d'organisation qui permettent aux individus de créer et partager du savoir et du savoir-faire sans incitations financières directes. Ils contribuent à autoriser un accès égalitaire à l'information, en la libérant des normes juridiques qui la privatisaient.

L'ambition ces lieux est de prototyper la société de demain en hackant celle d'aujourd'hui, c'est dire en s'appropriant son fonctionnement pour la transgresser, la subvertir, et la dépasser. Ce hacking implique une démarche originale d'éducation populaire. Il s'agit en effet de donner du pouvoir à ceux qui n'en ont pas en partageant savoir et savoir-faire.

C'est-à-dire non seulement d'avoir un accès aux données (plans, prescriptions, documentations, méthodes, retours d'expériences), mais également de transformer ces données en du savoir grâce aux méthodes d'apprentissage par les pairs et au principe d'horizontalité.

En ce sens les fablabs sont éminemment politiques. Mais leurs animateurs sont des militants du « do it » plutôt que de l'action politique traditionnelle: c'est en creux, par le contre-modèle et la contre-culture proposés que s'effectue la critique politique, sociale, économique et y compris la critique de la technologie.

Certes, on peut objecter qu'agir ainsi, revient à fuir le combat politique, voire à croire que mécaniquement les contradictions du capitalisme du digital déboucheront sur un « communisme informationnel ». Certes, les fablabs et les hackers, ne permettront pas de faire l'économie de la construction d'un mouvement social et politique puissant et organisé afin de dépasser le capitalisme.

Mais les échecs des socialismes étatiques et l'impasse dans laquelle se trouvent les forces politiques se réclamant de la transformation sociale doivent nous inciter à être attentif et sans préjugé, à tout ce qui bouge dans la société et à être des partenaires actifs de toutes les tentatives d'ébranler l'ordre social établi. Ceux qui tentent, avec leurs imprimantes 3D, d'hacker le système, sont-ils moins ou plus porteur d'avenir que les organisations traditionnelles ? **Cela mérite au moins débat. Il serait imbécile de ne pas prendre au sérieux ce qui se noue au travers des fablabs.**

Fablabs et modèle économique

Il n'existe pas de cloison étanche entre le monde « enchanté » des fablabs et l'économie capitaliste. Car de manière contradictoire, le capitalisme contemporain a besoin pour se développer et se régénérer d'un « communisme du capital » pour reprendre l'oxymore de Yann Moulier-Boutang, c'est-à-dire d'espaces coopératifs de liberté et de créativité, hors du marché et de l'Etat, comme le sont les fab-labs et autres tiers lieux. En effet, le capitalisme du digital pour capturer l'interaction humaine, clef de l'intelligence collective -créativité, innovation-, a besoin de développer des plateformes de pollinisations gratuites - coopérations, partage des connaissances - et des nouveaux biens communs - logiciels libres, créations sous licence creative commons, open source hardware, libre accès aux résultats liés à la recherche fondamentale -. Le Web est né dans le cadre coopératif du CERN¹⁵, et la plupart des géants actuels du numérique ont vu le jour dans des garages, des chambres d'étudiant ou en marge des laboratoires des universités américaines. Aujourd'hui Google autorise ses salariés à consacrer 20% de leur temps de travail à des projets personnels à condition bien sûr d'en tirer profit si le projet réussit.

Cette forme de "communisme du capital du digital" est en guerre avec le capitalisme industriel traditionnel qui défend le vieux modèle du bien privatif, propriétaire à vendre. C'est toute la querelle entre un Google et un Microsoft et ce sont toutes les contradictions internes d'un Apple. Contrairement au capitalisme de la 2^e

¹⁵ Laboratoire européen pour la physique des particules

révolution industrielle, le modèle du capitalisme digital sera de vendre un droit usage sur un objet (aujourd'hui Michelin vend l'usage de ses pneus de camion et non la propriété des pneus) et d'exploiter le "digital Labor", c'est-à-dire capter le travail que vont réaliser gratuitement pour lui les usagers du numérique¹⁶.

C'est pourquoi de grands groupes comme Dassault, Renault, Safran, Airbus, et d'autres ont créé au sein de leurs entreprises des fablabs afin de stimuler mais aussi d'exploiter les capacités d'innovation et de création de leurs salariés.

Si le capitalisme du digital a besoin du développement d'espaces de libre création et de coopération, comme le capitalisme de la 2^e révolution industrielle a eu besoin de la généralisation de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement technique, il serait erroné de conclure que les aspirations et les valeurs qui animent les acteurs des fablabs soient fatalement domestiquées, récupérées ou marginalisées. Car ce qui motive ces acteurs c'est l'envie de créer ensemble et de partager, de maîtriser sa création, et non l'appât du gain.

Rien que le fait qu'un handicapé puisse venir au fablab de Rennes¹⁷ concevoir, produire et partager une prothèse de main dont le coût unitaire sera de moins de 1000 €, et en faire un projet mondial¹⁸, alors que l'industrie ne propose que des prothèses similaires à des prix allant de 15.000 à 45.000 €, est en soit une petite révolution bien concrète et bien utile.

Ainsi, la coopération et le partage battent la concurrence libre et non faussée, non seulement sur le terrain de l'innovation et l'efficacité mais aussi sur celui des prix.

Cependant, les fablabs, les hackerspaces et les makerspaces ne peuvent pas vivre d'amour et d'eau fraîche. Dans une société en crise et en pleine transition, ces lieux singuliers sont en recherche d'un écosystème viable et pérenne, et les financements participatifs ne peuvent à eux seuls suffire alors que les financements publics se réduisent.

Il est effectivement difficile de s'épanouir dans une société dominée par les marchés et un Etat à leur service, pour ces structures au statut juridique improbable qui ne sont ni véritablement des associations, ni des services publics, ni des entreprises, et dont le modèle de production est fondé sur le partage, la coopération, et la notion de Commun. Mais il ne fut pas simple non plus pour le capitalisme de se développer dans un monde dominé par les rapports sociaux féodaux. On n'est pas passé en une nuit, fut-elle celle du 4 août, du féodalisme au capitalisme.

Sécurisons les parcours de vie

Les acteurs des fablabs les plus conscients pensent et souhaitent qu'à moyen terme le développement de la révolution numérique, avec les contradictions violentes qu'elles suscitent au sein même du système capitaliste conduira à poser la question politique de l'instauration d'un revenu universel de contribution dissocié du revenu du travail et inspiré du statut des intermittents du spectacle. Ils se réclament de la thèse de Marx dans les « Grundrisse » sur une Humanité libérée du salariat : « *La distribution des moyens de paiement devra correspondre au volume de richesses socialement produites et non au volume du travail fourni.* ». **Pour leur par les communistes avancent leur proposition de sécurisation des parcours professionnels alors que les ultra libéraux revendiquent un revenu de base remplaçant toutes les prestations sociales et visant à perpétuer le consumérisme.** Il est temps d'ouvrir le débat. Ces questions se posent avec d'autant plus d'acuité que de plus en plus de jeunes ingénieurs et techniciens veulent quitter le statut de salarié, non pas pour devenir millionnaires comme les y incite M. Macron, mais par quête d'autonomie et de sens. Et dans le même temps nous savons que dans les 20 ans à venir 50% des emplois et métiers salariés actuels auront disparu du fait de la révolution numérique dans le contexte de capitalisme financiarisé que nous connaissons.

Un nouveau rôle de l'Etat et de la puissance publique

¹⁶ Lorsqu'on participe à l'écriture d'un logiciel libre, lorsqu'on effectue une recherche sur Google, où qu'on commande son billet de train par le web ont fait du « digital Labor » qui peut être source de profit pour nombre d'entreprise.

¹⁷ <http://www.makery.info/2014/07/29/handicap-les-labs-reinventent-les-protheses/>

¹⁸ <http://bionico.org/>

A cela, le gouvernement ne propose comme seul horizon à ces personnes que l'auto-entreprenariat et le système des start-up. C'est-à-dire la précarité de masse et la négation des valeurs qui fondent le mouvement des fablabs.

Au lieu d'un Etat incubateur de start-up, nous avons besoin d'un Etat partenaire, qui donne les moyens et crée les conditions et les infrastructures pour l'autonomie sociale, économique et politique des fablabs et autre tiers lieux. Son rôle devrait être de protéger les biens communs, et d'aider au développement d'un secteur coopératif fort et d'un entreprenariat éthique. L'Etat se devrait de développer une planification stigmergique s'appuyant sur le pair à pair. La puissance publique doit aider à dépasser la contradiction existante où le secteur alternatif et coopératif n'est encore aujourd'hui que trop rarement lié à la création de Communs, tandis que l'économie dite contributive du logiciel libre et de l'open hardware regarde en priorité vers le modèle tragique des start-up.

Il faut un Etat qui aide ceux qui sont en train d'imaginer ; de construire, et d'expérimenter des écosystèmes propres, afin d'échapper à la fois à la contrainte du marchand et de l'étatisation, en créant de véritables systèmes d'échanges parallèles « pair à pair » entre fablabs et entre usagers-acteurs, en utilisant en particulier les potentialités des machines auto-répliquables¹⁹, voir des systèmes de monnaie locale ou virtuelle.

Ainsi, malgré la tendance du capitalisme du digital à installer de nouvelles enclosures pour limiter la croissance et l'accès aux nouveaux biens communs, il est en train de s'ouvrir un espace, difficilement maîtrisable par le capital, hors du marché et de l'Etat, qu'occupent de manière expérimentale, fragile mais résiliente, balbutiante mais virale, les fablabs, les hackerspace et autres Markerspaces.

La question de la ressource fiscale est aussi très importante car la plupart des entreprises du numérique que cela soit les GAFAM²⁰, les NATU²¹ mais aussi nombre de startups ou de plateformes plus modestes, **échappent à l'impôt** par le jeu des optimisations fiscales et des paradis fiscaux alors qu'elles accumulent de considérable profit. **C'est pourquoi il est temps de mettre en place une imposition proportionnelle aux nombres de cliques reçus comme le préconisait le rapport Colin et Collin.** Car les flux générés par ces entreprises et ces plateformes sont proportionnelles aux profits qu'elles accaparent.

Nous avons besoin d'un Etat et d'une puissance publique nationale comme européenne qui aborde le numérique comme une question de civilisation, une mutation anthropologique. La puissance publique se doit de former les citoyens de demain aux cultures du numérique, de favoriser la diffusion de l'esprit et l'éthique des hackers. Il faut écrire le droit et mettre en place les institutions de la révolution numérique afin de protéger les citoyens, de leur donner les droits et les pouvoirs permettant de maîtriser et de s'approprier leur environnement numérique. Cela passe par un véritable droit des données, de leurs traitements et leurs utilisations. La puissance publique doit conquérir son indépendance vis-à-vis des GAFAM en particulier en investissant certains secteurs stratégiques pour des raisons de souveraineté nationale ou européenne, et surtout en imposant comme norme dominante l'usage des logiciels libres et les standards ouverts.

Faisons de la politique avec les actrices et les acteurs de la révolution numérique

Cette Révolution numérique est aussi l'œuvre et l'aventure de femmes et d'hommes passionnés, créatifs et militants du partage et de la coopération, en recherche de solutions empiriques et pragmatiques pour dépasser le système. Elles et ils ont l'ambition de prototyper la société de demain en hackant celle d'aujourd'hui, c'est dire en s'appropriant son fonctionnement pour la transgresser, la subvertir, et la dépasser, y compris par une critique de la technologie. Ce sont des militants du faire plutôt que de l'action politique traditionnelle. Si certes, la transformation sociale ne peut faire l'économie de la construction d'un mouvement social et politique puissant, il serait imbécile de ne pas prendre au sérieux leurs tentatives d'« hacker le capitalisme » afin de le dépasser. Avec toutes leurs limites et leurs contradictions, voir la dérive de certains vers le solutionnisme²², ils sont par leurs actions et par leurs créations, porteurs de politisations,

¹⁹ Voir l'article d'Emmanuel Gilloz dans la revue du Projet

²⁰ Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft

²¹ Netflix, AirBnB, Tesla et Uber

²² Evgeny Morozov, l'aberration du solutionnisme technologique 'Pour tout résoudre cliquez ici » éditions Fyp

d'inventions sociales au quotidien, de recherche d'une alternative tangible centrée sur la notion de COMMUN. Notre Parti a beaucoup à faire et à apprendre avec eux.

Il est donc indispensable que notre Parti, se saisisse de ces enjeux décisifs pour l'avenir de l'Humanité, et établisse un dialogue et des actes permanents, approfondis et critiques avec les acteurs et théoriciens de la Révolution numérique.

Afin d'être actifs politiquement avec ces femmes et ces hommes avec laquelle nous avons l'ambition de faire de la politique, notre Parti doit voir son rôle comme celui d'un incubateur et de passeur entre notre « monde politique » et leur monde du « do it ». Il s'agit de récuser toute démarche évangélique car nous avons autant à apprendre d'eux qu'ils ont à apprendre de nous.

On doit être dans l'action, le débat, la co-construction à égalité et la critique et non dans la conversion. Vu l'ampleur de la révolution numérique nous avons besoin de leurs expériences, de leurs visions et de leurs idées